

L'EXTRÊME-DROITE EUROPÉENNE EST-ELLE EN VOIE DE NORMALISATION ?

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Les élections récentes en France, en Italie, en Suède ou en Hongrie ont témoigné de la vitalité électorale de l'extrême-droite. La normalisation croissante de ces partis reflète à la fois la propagation de leurs idées dans les opinions publiques, mais également le travail d'image que beaucoup de ces formations ont opéré pour se mettre à distance des accusations d'extrémisme et tenter d'asseoir leur crédibilité. Les données originales recueillies dans la vague 14 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, réalisée en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni en février 2023, éclairent la perception par les citoyennes et les citoyens européens des principaux leaders et partis d'extrême-droite, et les niveaux d'adhésion à certains de leurs thèmes phares autour de l'immigration, de l'autorité ou de la critique du fonctionnement démocratique.

1.

Pour une définition de l'extrême-droite, voir Mudde, Cas (2019) *The Far Right Today*, Cambridge, Polity Press ; Pirro, Andrea L. P. (2022), "Far right: The significance of an umbrella concept", *Nations and Nationalism*, 1–12

Les élections récentes en Europe ont témoigné d'un regain de soutien aux partis d'extrême-droite¹. En France, la séquence électorale de 2022 a marqué un tournant important dans l'histoire politique de l'extrême-droite depuis 1945. Au premier tour, Marine Le Pen et Éric Zemmour ont réuni à eux deux près d'un tiers des suffrages, avec respectivement 23,2 et 7% des exprimés ; face à Emmanuel Macron, la candidate du Rassemblement national (RN) a établi un nouveau record pour son parti en totalisant 41,5% des voix et plus de 13 millions d'électrices et d'électeurs.

En Italie, Giorgia Meloni, cheffe de file des *Fratelli d'Italia* (Fdi) a remporté les élections de septembre 2022 avec 26% des suffrages à la Chambre, et a pris la tête de la coalition de « centre-droit » avec ses alliés de la *Lega* de Matteo Salvini et de *Forza Italia* de Silvio Berlusconi. En Suède, les Démocrates suédois se sont hissés à la seconde place des législatives de septembre 2022, en réunissant 20,5% des voix. Le parti de Jimmie Åkesson s'est imposé comme force d'appui parlementaire du nouveau gouvernement de centre-droit d'Ulf Kristersson, et a scellé pour l'occasion une alliance historique avec les partis du bloc conservateur.



President of the Council of Ministers Giorgia Meloni's video message to the 2022 NIAF Gala

Ailleurs, l'extrême-droite continue d'avoir le vent en poupe. En Autriche, le FPÖ d'Herbert Kickl est sorti de sa longue crise depuis l'Ibizagate et le départ d'Heinz-Christian Strache, et tient désormais la première place des intentions de vote avec pas moins de 28% des voix ; en Belgique, le *Vlaams Belang* de Tom Van Grieken poursuit son ascension depuis les élections fédérales de 2019 et est aujourd'hui crédité de 25% des intentions de vote, lui aussi en tête devant l'ensemble des autres formations politiques ; en Finlande, le Parti des Finlandais de Riikka Purra pourrait réunir jusqu'à 20% des voix selon les derniers sondages, de même que le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas.



[Gage Skidmore](#) from Peoria, AZ, United States of America - [Nigel Farage](#)

En Espagne, Vox recueille jusqu'à 15% des intentions de vote après s'être imposé comme partenaire des conservateurs du Parti populaire au sein du gouvernement régional de Castille-León en mars 2022. Au Portugal, Chega d'André Ventura est crédité de 12%. Ce regain de l'extrême-droite est visible jusqu'au Royaume-Uni où le parti fondé par Nigel Farage sur les bases de l'ancien *Brexit Party*, *Reform UK*, réunit à l'heure actuelle 7% des intentions de vote pour les prochaines législatives. Plus à l'est, enfin, l'extrême-droite semble avoir définitivement pris ses quartiers. En Hongrie, le Fidesz a totalisé 54% des voix aux législatives d'avril 2022, et conforté Viktor Orbán au pouvoir pour un quatrième mandat consécutif. En Pologne, le PiS de Jarosław Kaczyński continue de faire largement la course en tête avec 37% des intentions de vote devant les libéraux de la Coalition civique (KO) emmenée par Donald Tusk.

Au-delà des facteurs économiques, culturels et politiques propres au cycle électoral actuel, cette nouvelle poussée de l'extrême-droite éclaire plus largement certaines des évolutions à l'œuvre au sein du phénomène extrémiste contemporain en Europe. Elle illustre en particulier le *mainstreaming* de l'extrême-droite contemporaine, c'est-à-dire son installation au cœur même des démocraties occidentales, dans un espace politique jusque-là occupé par les partis traditionnels et dont elle demeurait encore, le plus souvent, exclue².

Ainsi que l'a noté récemment Cas Mudde, on observe à l'occasion de la vague d'extrême-droite contemporaine un double processus de normalisation de ces formations, et de diffusion de leurs idées, dans les opinions publiques ainsi que chez les grands partis conservateurs et libéraux, au point que l'on assisterait à une forme « d'hybridation » des droites un peu partout en Europe³.

La vague 14 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF nous offre l'opportunité d'examiner ces deux aspects conjointement. Réalisée en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni en février 2023, cette nouvelle livraison de notre enquête annuelle a posé plusieurs questions sur la perception par les citoyennes et les citoyens européens des principaux leaders et partis d'extrême-droite dans chacun de ces pays. Parallèlement, plusieurs indicateurs attitudinaux posés lors des précédentes éditions comparatives du Baromètre, en 2020 et 2021, nous permettent de mesurer les évolutions des opinions publiques française, allemande, italienne et britannique sur quelques-uns des thèmes phares de l'extrême-droite, autour notamment de l'immigration, de l'autorité ou de la critique des élites politiques et du fonctionnement de la démocratie.

2. Ivaldi, Gilles (2022), « L'extrême-droite au centre », *Esprit*, 2022/10, octobre, p.20-24
3. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/01/une-hybridation-de-la-droite-traditionnelle-et-de-l-extreme-droite-est-en-cours-dans-de-nombreux-pays_6160052_3232.html

Un recul de la confiance politique

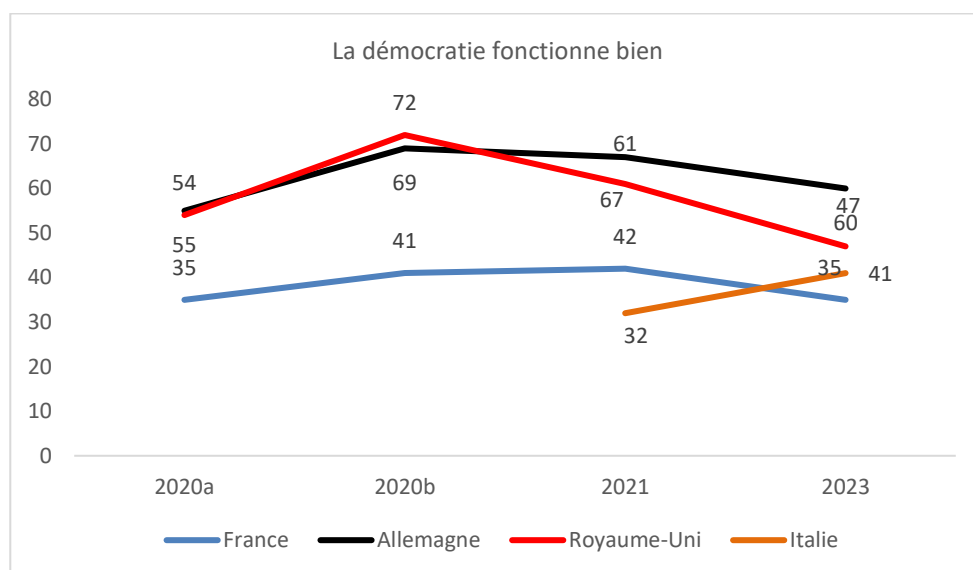
4.

Kriesi, Hanspeter and Julia Schulte-Cloos (2020), "Support for radical parties in Western Europe: Structural conflicts and political dynamics", *Electoral Studies*, 65, 102138

Plusieurs des indicateurs longitudinaux du Baromètre nous permettent tout d'abord de mesurer les jugements portés par les citoyens sur le fonctionnement de la démocratie et les responsables politiques. Le populisme de l'extrême-droite contemporaine se nourrit traditionnellement, il faut le rappeler, des colères exprimées par les citoyens à l'encontre des élites politiques, et de ce que beaucoup perçoivent comme un dysfonctionnement de la démocratie⁴.

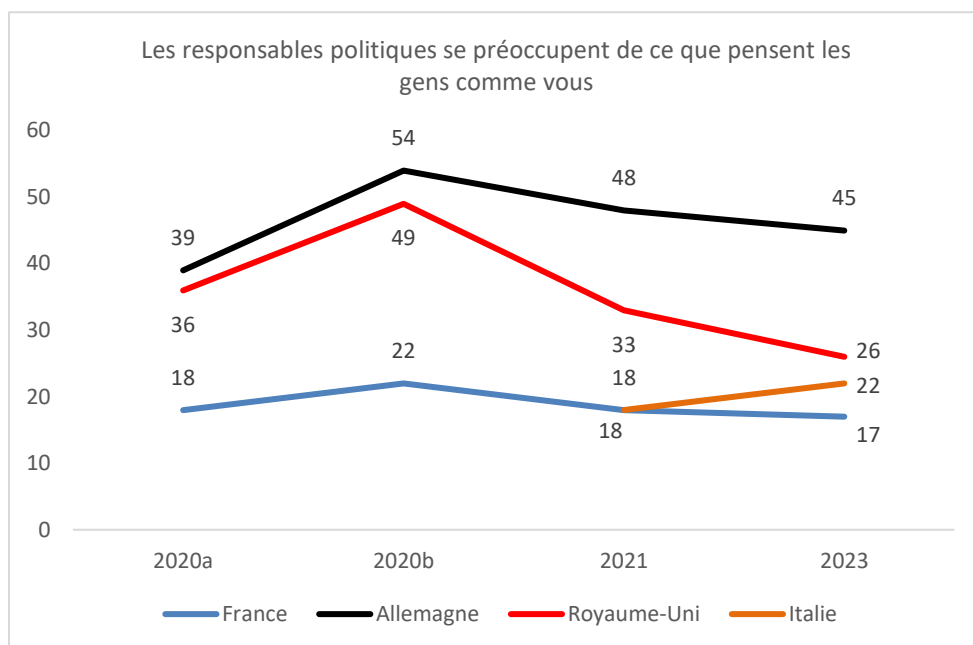
Nos données montrent que de tels jugements varient encore très fortement selon les contextes nationaux (Figure 1). La satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie est la plus forte en Allemagne (60%) et au Royaume-Uni (47%) ; elle demeure plus faible en Italie (41%) et, surtout, en France où un peu plus d'un tiers (35%) seulement des citoyennes et des citoyens estiment que la démocratie fonctionne « très bien » ou « assez bien », dans une période marquée conjoncturellement, rappelons-le, par un profond mécontentement et une forte opposition à la réforme des retraites proposée par le gouvernement d'Élisabeth Borne.

Figure 1 : Jugements sur la démocratie et les responsables politiques en France, en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni depuis 2020



% réponses « très bien » et « assez bien »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 11, février 2020 (sauf Italie) ; vague 11bis, avril 2020 (sauf Italie) ; vague 12, février 2021 et vague 14, février 2023.



% réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 11, février 2020 (sauf Italie) ; vague 11bis, avril 2020 (sauf Italie) ; vague 12, février 2021 et vague 14, février 2023.

On retrouve une même hiérarchie concernant les jugements sur les responsables politiques (Figure 1). Ces jugements témoignent de la perception assez largement répandue d'élites politiques déconnectées des préoccupations des citoyennes et des citoyens. En Allemagne, moins de la moitié (45%) des personnes interrogées estiment que « les responsables politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme eux ». Cette proportion est de 26% au Royaume-Uni, 22% en Italie et à peine 17% en France où une très large majorité continue de penser que « les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux ».

Surtout, nos données montrent un recul de la confiance politique avec un retour aux niveaux de satisfaction antérieurs à la pandémie de Covid-19, notamment en Allemagne et en France. On note ainsi une diminution notable des niveaux de confiance politique en France, en Allemagne et au Royaume-Uni depuis février 2021, avec des baisses allant de 7 à 17 points de confiance pour chacune des chambres des parlements nationaux ou le gouvernement dans chacun de ces trois pays. En France, la confiance dans l'Assemblée nationale a chuté de 10 points sur la période, à 28% ; en Allemagne, la baisse est de 12 points pour le Bundestag (46% de confiance) et de 14 points au Royaume-Uni pour la Chambre des Communes (27%).

Cette dégradation est très nette au Royaume-Uni dans une période post-Brexit particulièrement agitée et face aux multiples crises traversées par le parti conservateur au pouvoir depuis le référendum de 2016. Les derniers sondages outre-Manche suggèrent que l'opposition travailliste pourrait réunir jusqu'à 50% des voix, contre à peine 22% pour les Tories⁵. Dans notre enquête, seuls 34% des Britanniques se disent satisfaits de l'action du premier ministre conservateur, Rishi Sunak. La confiance dans le gouvernement a, elle, baissé de 15 points par rapport au second gouvernement de Boris Johnson en février 2021, à 28% seulement, plaçant le gouvernement britannique au même niveau que son homologue français (26%).

5. <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2023/02/22/voting-intention-con-22-lab-50-14-15-feb-2023>

En Italie, nos données, limitées aux seules vagues de 2021 et 2023, laissent entrevoir une très légère amélioration de la perception par les individus du fonctionnement démocratique, dans un pays dirigé depuis septembre 2022 par un gouvernement de coalition dominé par l'extrême-droite de Giorgia Meloni. Cette dernière semble ainsi profiter d'un relatif état de grâce, après s'être imposée, rappelons-le, au sortir d'une période d'instabilité gouvernementale et de tensions au sein de la coalition d'unité nationale conduite par Mario Draghi, dont la chute a provoqué l'arrivée au pouvoir des *Fratelli d'Italia* en octobre 2022.

6.

<https://www.panorama.it/news/ultimi-sondaggi-politica-voto-lega-m5s-pd-forza-italia-voto-elezioni>

Ces derniers, il faut le noter, enregistrent à l'heure actuelle des niveaux records de popularité avec autour de 31% des intentions de vote dans les sondages, en progression depuis le scrutin de septembre 2022⁶. Dans notre enquête, 50% des Italiens se disent satisfaits de l'action de la nouvelle présidente du Conseil, un niveau particulièrement élevé à comparer avec 27% pour Emmanuel Macron en France, 38% pour Olaf Scholz en Allemagne et 34% pour Rishi Sunak au Royaume-Uni.

Un socle solide d'attitudes en Europe

Les indicateurs du Baromètre de la confiance politique témoignent également de la présence d'un socle relativement solide d'attitudes propices au vote d'extrême-droite. Cette dernière se définit, rappelons-le, autour de deux dimensions idéologiques centrales que sont le nativisme et l'autoritarisme⁷. Des partis tels que le RN, la *Lega*, les FdI ou l'*Alternative für Deutschland* (AfD) sont caractérisés par leur nationalisme xénophobe exclusif et leur politisation des enjeux relatifs à l'immigration et à l'identité nationale, avec une intensification, depuis une quinzaine d'années, des thématiques anti-Islam⁸. En termes politiques, l'autoritarisme de ces partis trouve sa traduction dans leur positionnement résolument droitier sur les questions relatives à l'autorité et à la sécurité, avec l'appel à un leader fort et la critique des mécanismes institutionnels de régulation et de contre-pouvoirs.

Les attitudes à l'égard de l'immigration, telles que mesurées dans notre Baromètre, montrent la persistance d'inquiétudes culturelles au sein des opinions publiques. Une majorité d'Allemands (64%), de Français (60%), d'Italiens (56%) et de Britanniques (54%) continue de penser « qu'il y a trop d'immigrés » dans leur pays (Cf. Figure 2). Ces attitudes sont restées relativement stables dans l'ensemble des pays avec des variations de faible amplitude, en dépit des crises successives relatives à la pandémie de Covid-19 ou, plus récemment, au déclenchement de la guerre en Ukraine.

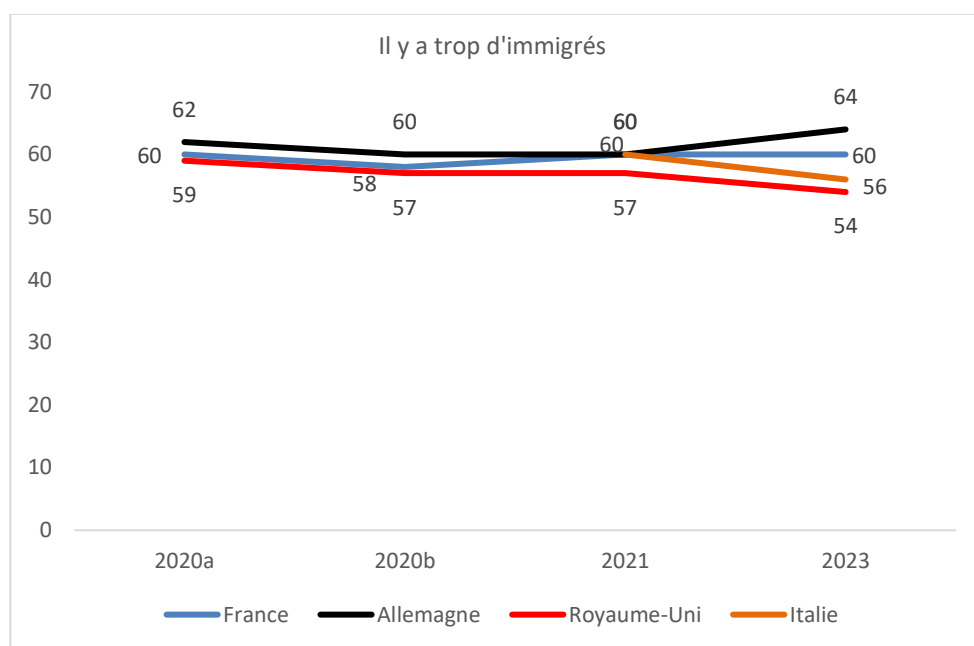
7.

Pirro, A. L. P. (2022). Far right: The significance of an umbrella concept, *op.cit.*

8.

Ivaldi, Gilles (2019) *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles

Figure 2 : Jugements sur l'immigration en France, en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni depuis 2020

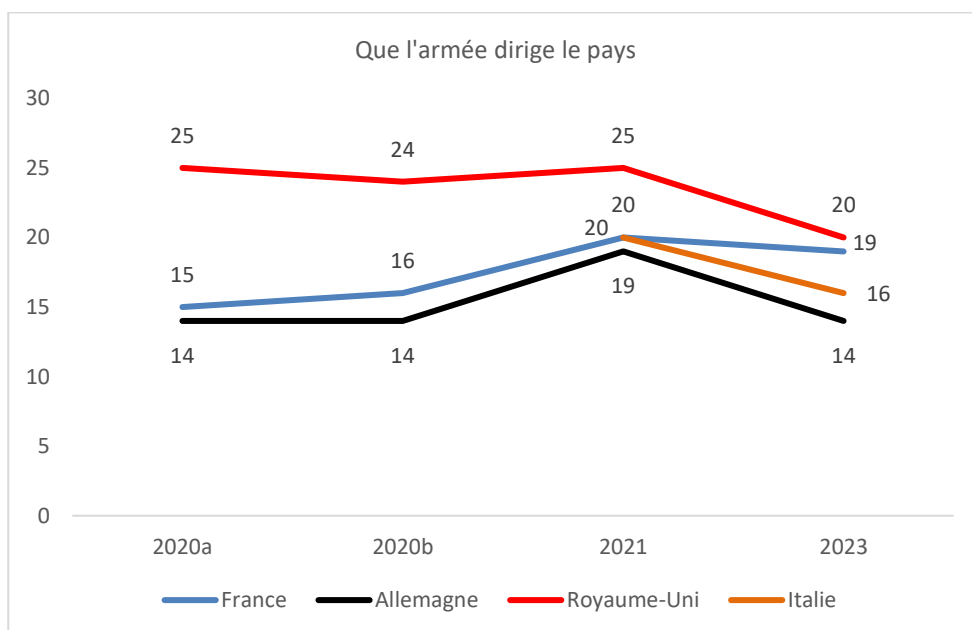
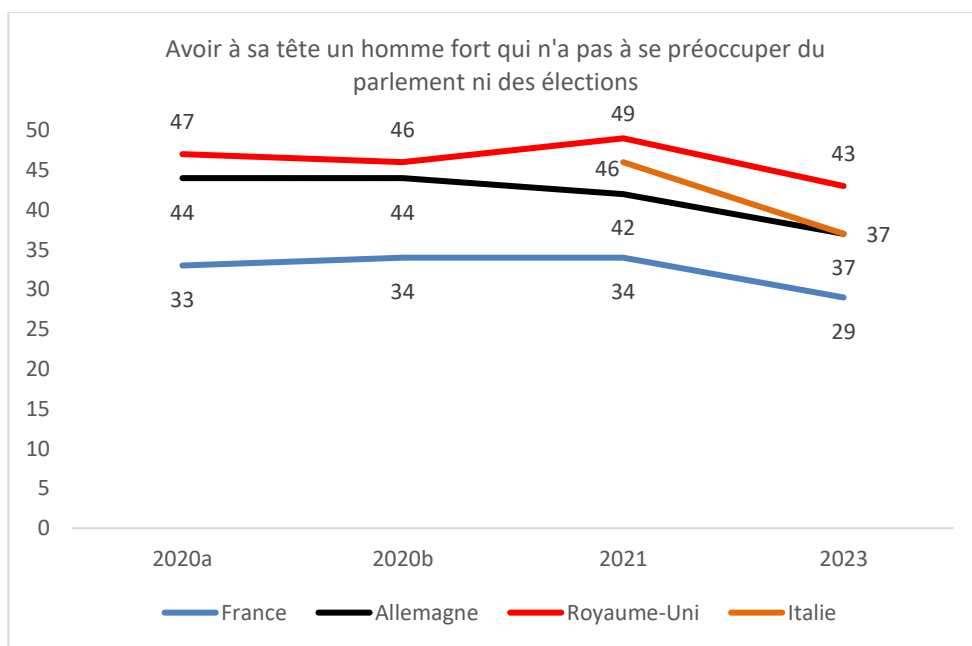


% réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 11, février 2020 (sauf Italie) ; vague 11bis, avril 2020 (sauf Italie) ; vague 12, février 2021 et vague 14, février 2023.

S'agissant des attitudes autoritaires, telles que mesurées par le soutien à un homme fort ou à l'adhésion à un régime militaire, on observe, là aussi, des niveaux relativement stables, avec une très légère décline en 2023. L'adhésion à un « homme fort qui n'aurait pas besoin de se préoccuper du parlement et des élections » reste élevée au Royaume-Uni (43%), en Allemagne et en Italie (37%), et comparativement plus faible en France où cette proposition recueille néanmoins 29% d'approbation (Figure 3). On enregistre par ailleurs un soutien non négligeable et assez stable à l'idée de confier à l'armée la direction du pays, autour de 20% au Royaume-Uni et en France, et d'environ 15% en Allemagne et en Italie, qui témoigne d'une forte attente d'ordre et d'autorité dans ces divers contextes.

Figure 3 : Attitudes autoritaires en France, en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni depuis 2020



% réponses « très bonne » et « assez bonne » façon de gouverner le pays

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 11, février 2020 (sauf Italie) ; vague 11bis, avril 2020 (sauf Italie) ; vague 12, février 2021 et vague 14, février 2023.

Sous l'angle de la « demande », l'extrême-droite dispose donc, on le voit, d'un réservoir important d'attitudes anti-élites, xénophobes et autoritaires au sein des opinions publiques des quatre pays couverts par notre Baromètre, dont on peut penser qu'elles ont contribué à nourrir certains des succès récents de partis tels que les *Fratelli d'Italia* ou le Rassemblement national, et dont on voit qu'elles se diffusent très largement dans les opinions publiques européennes, au-delà des seules frontières électorales de l'extrême-droite.

9.

Marc Lazar, « Retour sur les élections parlementaires du 25 septembre en Italie », CERI, 18 octobre 2022

(<https://www.sciencespo.fr/ce-ri/fr/content/retour-sur-les-elections-du-25-septembre-en-italie-entretien-avec-marc-lazar-0>)

10.

Ivaldi, Gilles (2016), « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, n°157, pp.115-126

11.

Tijtske Akkerman, Sarah de Lange and Matthijs Rooduijn (eds) *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe. Into the Mainstream?* Londres, Routledge, 2016

12.

Bjånesøy L (2021), "Political (In)tolerance of the Far-Right: The Importance of Agency", *Frontiers in Political Science*, 3:655204, p.11

13.

Gilles Ivaldi, « La dédiabolisation s'appuie sur des changements cosmétiques », interview dans *Politis*, 25 janvier 2023 (<https://www.politis.fr/articles/2023/01/la-dediabolisation-sappuie-sur-des-changements-cosmetiques-lepen-rn/>)

14.

Puleo, Leonardo & Gianluca Piccolino (2022), "Back to the Post-Fascist Past or Landing in the Populist Radical Right? The Brothers of Italy Between Continuity and Change", *South European Society and Politics*

Ainsi, autant que l'on puisse en juger à partir de nos données, l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite en Italie ne semble pas avoir, pour l'heure, produit d'effet net sur la cristallisation d'attitudes autoritaires ou xénophobes dans l'opinion publique transalpine. On observe au contraire une légère décline sur la plupart des indicateurs testés en 2021 et 2023. Les jugements démocratiques montrent, pour leur part, une légère amélioration sur la période, qui pourrait témoigner de la dynamique politique de l'élection de 2022 et de l'importance du rejet par les Italiennes et les Italiens de l'ensemble des partis à gauche et à droite de l'échiquier politique qui ont soutenu le gouvernement d'unité nationale de Mario Draghi à partir de février 2021, laissant à Giorgia Meloni l'opportunité d'incarner, seule, l'opposition et le renouvellement⁹.

Une « dédiabolisation » en marche ?

Outre ce socle d'attitudes xénophobes et autoritaires, une seconde composante du *mainstreaming* des formations d'extrême-droite en Europe touche à l'important travail d'image opéré par ces mouvements pour tenter d'atteindre un équilibre stratégique entre une radicalité anti-*establishment* toujours mobilisatrice, et la respectabilité et la crédibilité nécessaires à leur accès au pouvoir¹⁰.

Ces aspects stratégiques ont de longue date été mis en avant dans la littérature comparative. Pour des partis tels que le RN français ou les *Fratelli d'Italia*, qui ont leurs racines historiques dans les milieux d'extrême-droite, cette prise de distance avec l'héritage de l'idéologie extrémiste constitue un facteur déterminant de leur capacité à briser les « plafonds de verre » du pouvoir¹¹. Ce travail d'image est d'autant plus important que des recherches récentes ont pu montrer que le public y est généralement sensible et qu'une prise de distance, au moins en apparence, d'avec l'héritage extrémiste accroît la tolérance des électeurs à l'égard de ces formations¹².

En France, ce travail d'image et de réputation du RN prend la forme de la désormais célèbre stratégie de « dédiabolisation » mise en œuvre par Marine Le Pen dès son arrivée à la vice-présidence de l'ancien FN en 2003 et, de manière plus nette encore, après son élection à la tête de la formation lepéniste en 2011. Au-delà de changements essentiellement cosmétiques, la dédiabolisation voulue par Marine Le Pen atteste surtout de la tension persistante entre la recherche de crédibilité et le maintien d'un positionnement radical protestataire¹³.

À la « dédiabolisation » version Marine Le Pen fait écho la stratégie de normalisation poursuivie depuis 2014 par Giorgia Meloni à la tête des *Fratelli d'Italia* pour tenter de prendre ses distances avec les accusations de sympathies néo-fascistes. À l'instar du RN français, FdI a été confronté à la question du maintien de son programme radical dans l'opposition, ou d'opérer, au contraire, un mouvement vers le centre. Giorgia Meloni a privilégié cette seconde option en éloignant notamment son parti de ses positions les plus radicales sur l'immigration ou l'Union européenne¹⁴.

Enfin, les cas britannique et allemand témoignent, à l'inverse, de la persistance de stratégies plus centrifuges de la part des acteurs d'extrême-droite. Au Royaume-Uni, *Reform UK*, ancien *Brexit Party*, tente une nouvelle fois de s'imposer sur la ligne anti-*establishment* qui avait porté l'appel au Brexit en

15.

<https://challenge-magazine.org/2020/11/04/far-ages-reform-party-the-libertarian-far-right/>

16.

Arzheimer, Kai (2019). "Don't mention the war! How populist right-wing radicalism became (almost) normal in Germany". *Journal of Common Market Studies*. 57: 90–102

17.

<https://www.france24.com/fr/europe/20210304-en-allemande-le-parti-d-extrême-droite-afd-placé-sous-surveillance-policrière>

2016, pour tenter de capitaliser sur la crise profonde que traverse depuis plusieurs années le parti conservateur. Sous l'angle idéologique, Nigel Farage, a également développé plus récemment des liens étroits avec l'*alt-right* américaine, qui ont contribué un peu plus à le déporter vers l'extrême-droite avant la passation de pouvoir à Richard Tice en mars 2021¹⁵.

En Allemagne, surtout, l'AfD a repris les grands thèmes de l'extrême-droite européenne sur l'immigration. La formation d'Alice Weidel s'est rapprochée de la frange groupusculaire de l'extrême-droite outre-Rhin, et elle entretient des liens étroits avec les mouvements identitaires et anti-Islam tel que Pegida¹⁶. En mars 2021, l'AfD a été placée sous surveillance de l'Office de protection de la Constitution pour des soupçons d'atteintes à l'ordre démocratique¹⁷. Au-delà de l'AfD, l'extrême-droite constitue aujourd'hui une menace prise très au sérieux par les autorités allemandes, ainsi qu'en a témoigné en décembre 2022 le démantèlement par la police d'un réseau de groupuscules d'extrême droite, qui planifiait des attentats sur le territoire, dont l'un concernait le Bundestag.



Sandro Halank, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0 - Alice Weidel

Les trajectoires divergentes que l'on observe au sein des formations d'extrême-droite en Europe posent la question de la perception par les citoyennes et les citoyens des mouvements opérés par ces divers acteurs.

À l'occasion de la vague 14 du Baromètre de la confiance politique, nous avons mesuré un ensemble d'opinions relatives aux principaux leaders d'extrême-droite dans chacun des quatre pays de l'enquête, à leurs partis et à leurs élus au sein des parlements nationaux. Ces divers aspects constituent autant d'indicateurs de la « normalisation » de ces mouvements dans leurs systèmes politiques respectifs. On envisage ici cette question de la « normalisation » de manière multidimensionnelle, sous l'angle de la réputation extrémiste des formations d'extrême-droite, mais également au regard de leur crédibilité, qui constitue un aspect crucial de la capacité que peuvent avoir ces partis d'élargir leur base électorale pour la conquête du pouvoir.

L'image des leaders d'extrême-droite

Nous avons en premier lieu testé plusieurs traits d'image des leaders européens d'extrême-droite, reprenant certains des indicateurs traditionnellement utilisés dans les enquêtes électorales du CEVIPOF (Cf. Figure 4). Ces données reflètent, nous allons le voir, le statut et le parcours des différents responsables d'extrême-droite, et de leurs partis au sein de leurs systèmes politiques respectifs.



Présidence de la République italienne - Matteo Salvini

Sur la dimension relative à l'inquiétude que ces leaders provoquent chez les citoyennes et les citoyens, Matteo Salvini et Giorgia Meloni ont les moyennes les plus basses, à mettre en lien avec leur plus fort degré d'institutionnalisation, de participation gouvernementale actuelle ou passée et, plus largement, d'intégration au pôle de droite aux côtés de formations plus *mainstream* telle que Forza Italia de Silvio Berlusconi. Les niveaux d'inquiétude sont plus élevés en revanche pour ce qui concerne les autres leaders d'extrême-droite, Marine

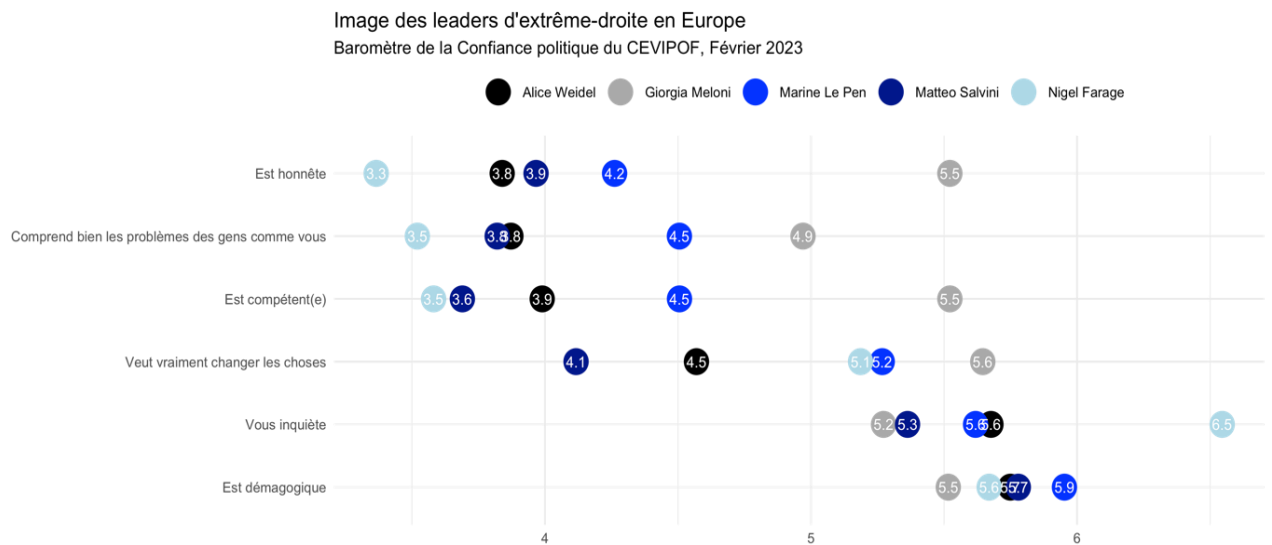
18.

Rappelons que Nigel Farage a quitté la direction de *Reform UK* en mars 2021, pour y être remplacé par Richard Tice. Toutefois, on teste ici la perception de l'ancien leader du parti, qui jouit d'une forte notoriété et dont le nom reste plus fortement associé à l'histoire de UKIP, du Brexit Party et, plus généralement, aux recompositions à l'œuvre au sein de la droite radicale au Royaume-Uni

Le Pen en France, Alice Weidel en Allemagne et, tout particulièrement, on le voit au Royaume-Uni où la personnalité de Nigel Farage inquiète très fortement les Britanniques¹⁸. Marine Le Pen se place sur cette première dimension à mi-chemin de ses homologues les plus « intégrés » et de ceux qui continuent à l'inverse d'incarner une extrême-droite plus radicale. Globalement, on le constate, les différences entre les divers leaders d'extrême-droite sont ici plus réduites, montrant des profils plus similaires qui témoignent des réticences qui existent de manière assez large encore dans les opinions publiques européennes face à ces partis.

Une même hiérarchie est visible sur la dimension de compétence : ici, toutefois, Giorgia Meloni paraît d'ores-et-déjà récolter les fruits de sa position de cheffe de gouvernement et se détache nettement de l'ensemble des leaders d'extrême-droite en Europe, y compris de son homologue de la *Legha*. Ce dernier, en dépit de sa participation au gouvernement populiste avec le *Movimento Cinque Stelle* (M5S) en 2018, semble ainsi renvoyé à son patrimoine anti-système. Giorgia Meloni fait même mieux en la matière que Silvio Berlusconi, que nous avons également testé, en dépit de l'expérience accumulée par le chef de file de Forza Italia en tant que président du conseil italien à trois reprises entre 1994 et 2011. Ici encore, Marine Le Pen se positionne à mi-chemin.

Figure 4 : Traits d'image comparés des leaders d'extrême-droite en Europe



« Pour chacune de ces personnalités, diriez-vous que chacun des traits suivants s'applique ? », Échelle de 0 (Absolument pas) à 10 (Absolument)

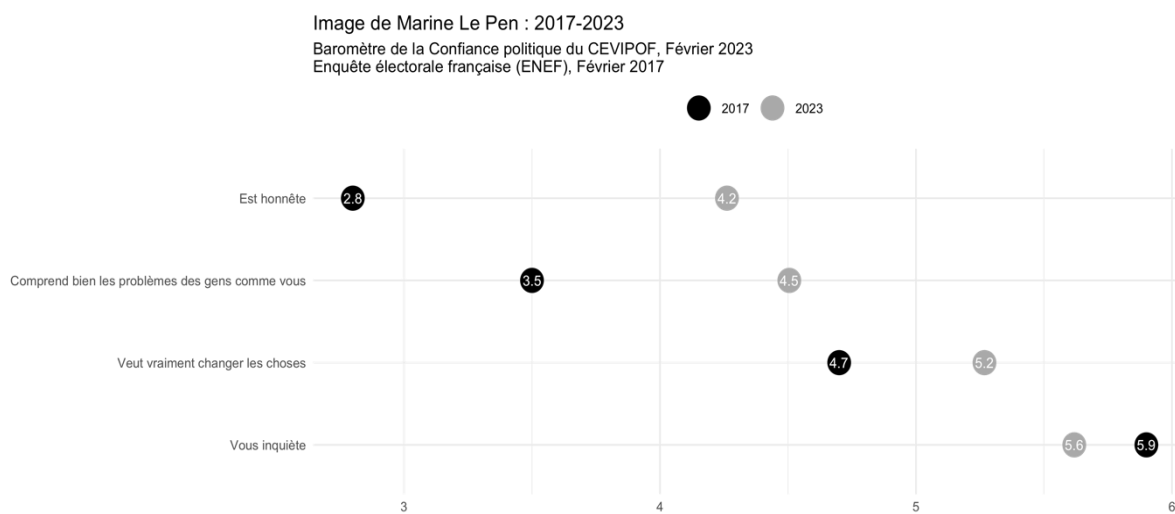
Source : Baromètre de la confiance politique, vague 14, février 2023.

En termes de volontarisme politique ou d'empathie, l'ancienne présidente du Rassemblement national se rapproche de la cheffe de file des *Fratelli d'Italia*, ainsi que de Nigel Farage, l'ancien batteur du Brexit et de UKIP, quand bien même Giorgia Meloni conserve, là aussi, le plus haut niveau de l'ensemble des leaders d'extrême-droite. Ce statut particulier de l'actuelle présidente du Conseil italien est également particulièrement visible pour ce qui concerne l'image d'honnêteté, où elle domine très nettement l'ensemble de ses homologues européens.

Enfin, les différences entre les divers leaders d'extrême-droite s'estompent sur la dimension de démagogie, sur laquelle Marine Le Pen, Giorgia Meloni, Matteo Salvini, Alice Weidel et Nigel Farage obtiennent des scores relativement similaires. Dans la plupart des cas, de tels jugements sont congruents avec l'appréciation plus négative par les enquêtés de l'honnêteté ou de la compétence de ces derniers. Le cas de Giorgia Meloni illustre, en revanche, des résultats a priori contradictoires : la cheffe de file des post-fascistes italiens obtient peu ou prou les mêmes notes moyennes sur chacune des dimensions de compétence, d'honnêteté et de démagogie, qui éclairent la tension qui existe entre la normalisation progressive de l'image de la nouvelle présidente du Conseil et ce qu'il reste encore, dans l'opinion publique italienne, de son profil plus radical et populiste.

Pour le cas français, on dispose de plusieurs mesures similaires des traits d'image de Marine Le Pen en février 2017, qui nous permettent d'envisager les évolutions dans le temps de la perception par les Françaises et les Français de la cheffe de file du FN/RN. Un rapide examen de ces données permet d'établir dans quelle mesure et de quelle manière la « dédiabolisation » chère à Marine Le Pen a pu opérer sur une période plus longue. On utilise ici les données de la vague 11 de l'Enquête électorale française (ENEF) 2017 du CEVIPOF pour ce qui concerne quatre questions strictement comparables dans les deux enquêtes (Cf. Figure 5).

Figure 5 : Traits d'image de Marine Le Pen : comparaison entre février 2017 et février 2023



Échelle de 0 (Absolument pas) à 10 (Absolument)

Source : Enquête électorale française (ENEF) 2017, vague 11, février 2017 ; Baromètre de la confiance politique, vague 14, février 2023.

La comparaison 2017-2023 confirme que l'image de Marine Le Pen s'est globalement améliorée dans l'opinion. Toutefois, ce changement d'image s'est fait à des niveaux et selon des mécanismes différents. Dans le détail, l'évolution de la dimension relative au profil extrémiste de l'ancienne présidente du RN - « elle vous inquiète » - est la plus faible, avec des notes moyennes relativement proches en 2017 et 2023, et elle concerne essentiellement une baisse des jugements les plus négatifs : la note 10 est ainsi passée de 34% des réponses en 2017 à 18% en 2023. Par ailleurs, la note la plus positive - note 0 - a baissé, elle, de 19 à 11% sur la même période.

Ces résultats confirment que le changement d'image de Marine Le Pen, s'il est visible, ne s'opère que très graduellement et principalement au travers d'une forme de « dépoliarisation » des jugements les plus tranchés à l'encontre de la leader d'extrême-droite, qui continue de présenter une image inquiétante pour une part importante des Françaises et des Français.

Sur les dimensions d'honnêteté, d'empathie - « comprend les problèmes des gens comme vous » - et de volontarisme politique - « veut vraiment changer les choses » -, l'amélioration de l'image de Marine Le Pen est plus nette mais elle tient, là encore, surtout à une baisse des jugements les plus négatifs concentrés sur la note 0 de l'échelle de jugement (-21 points pour l'honnêteté, -18 points pour ce qui concerne l'empathie et -13 points sur l'échelle de volontarisme politique), beaucoup moins sur les notes plus positives, traduisant là-aussi une amélioration « par défaut » plus qu'un véritable engouement pour la leader d'extrême-droite.

L'image des partis d'extrême-droite

Outre l'image de ses leaders, la question de la normalisation de l'extrême-droite concerne également la réputation des partis et leur crédibilité. Beaucoup de travaux ont souligné l'importance de l'agentivité (*agency*) des partis d'extrême droite, et de leur capacité de se dédouaner des accusations de racisme ou d'extrémisme, et d'établir en outre une crédibilité gouvernementale¹⁹.

Les données relatives aux partis confirment assez largement les observations faites plus haut sur la perception par les citoyennes et citoyens européens des leaders d'extrême-droite (Cf. Tableau 1). Le rejet des partis est particulièrement net pour l'AfD allemande et *Reform UK* au Royaume-Uni. Une majorité de répondants dans ces deux pays voit ces partis comme « un réel danger pour la démocratie » avec 67 et 52% de réponses, et considère que chacun d'eux « reste avant tout un parti nationaliste et raciste » (70 et 56%). Par ailleurs, le parti d'Alice Weidel, tout comme la formation de Nigel Farage, souffre encore d'un déficit de crédibilité : 66 et 52% respectivement des Allemands et des Britanniques considèrent le programme économique de ces mouvements comme « dangereux » et pour 71% des enquêtés, l'AfD tout comme *Reform UK* « ne disposent pas d'un personnel suffisamment nombreux et compétent pour diriger le pays ».

À l'inverse, et à l'image de sa cheffe de file et présidente actuelle du Conseil, *Fratelli d'Italia* semble être parvenu à assoir sa crédibilité. Seuls 40% des Italiennes et des Italiens considèrent encore son programme économique comme « dangereux » et une minorité (46%) estime que Fdl « ne dispose pas d'un personnel suffisamment nombreux et compétent pour diriger le pays » contre, nous l'avons vu, plus de 70% pour l'AfD ou *Reform UK* par exemple. Plus encore, *Fratelli d'Italia* semble s'être démarqué de ses racines post-fascistes : son image comme « un parti nationaliste et raciste » ou un « réel danger pour la démocratie » concerne respectivement 43 et 38% des répondants, un niveau encore significatif mais néanmoins plus faible que celui observé pour les autres formations de l'extrême-droite européenne (Cf. Tableau 1).

19.

Art, D. (2011). *Inside the Radical Right: The Development of Anti-Immigrant Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press; de Lange S.L. & D. Art (2011), "Fortuyn versus Wilders: An Agency-Based Approach to Radical Right Party Building," *West European Politics*, 34:6, 1229-1249

Tableau 1 : Perception des partis d'extrême-droite en France, Allemagne, Italie et au Royaume-Uni

	Crédibilité		Réputation	
	Le programme économique est dangereux	Ne dispose pas d'un personnel suffisamment nombreux et compétent pour diriger le pays	Reste avant tout un parti nationaliste et raciste	Représente un réel danger pour la démocratie
RN	51%	57%	53%	51%
Fratelli d'Italia	40%	46%	43%	38%
Lega	46%	54%	52%	44%
AfD	66%	71%	70%	67%
Reform UK	52%	71%	56%	52%

% réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 14, février 2023.

20.

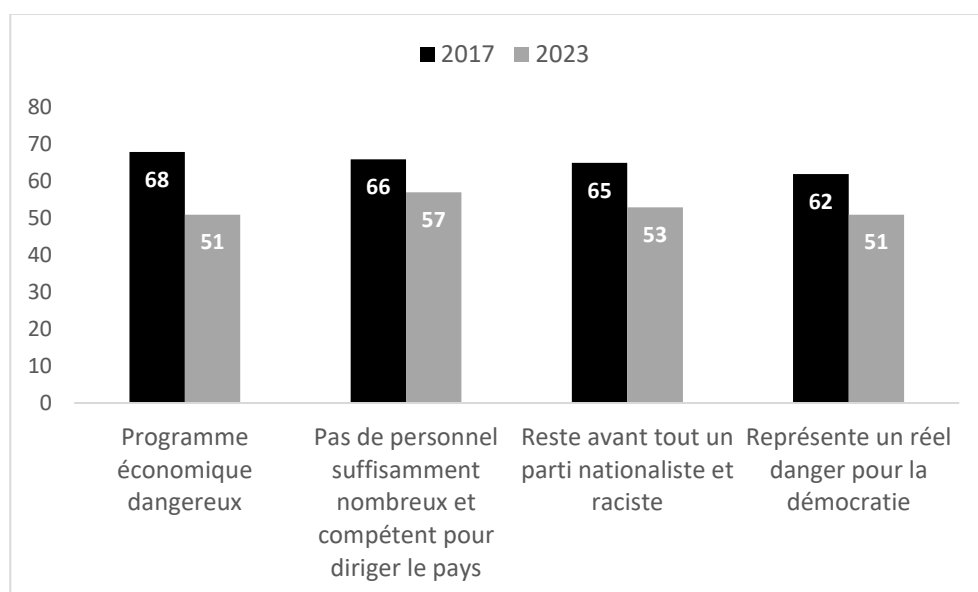
Gouvernement jaune-vert en référence aux couleurs des deux partis

Au sein du système politique italien, cette image des Fdl tranche sur plusieurs points avec celle de la *Lega* de Matteo Salvini. Cette dernière apparaît notamment perçue comme moins crédible en dépit de sa participation à plusieurs gouvernements en Italie depuis le milieu des années 1990 et jusqu'à la récente période d'exercice du pouvoir avec les populistes du M5S au sein du *governo gialloverde*²⁰ de Giuseppe Conte entre août 2018 et septembre 2019, puis du gouvernement d'union nationale de Mario Draghi entre 2021 et 2022. 46% des enquêtés jugent ainsi le programme économique de la *Lega* « dangereux » et pour 54% le parti de Matteo Salvini « ne dispose pas d'un personnel suffisamment nombreux et compétent pour diriger le pays ». La *Lega* souffre encore d'une image d'extrémisme forgée dans les multiples provocations et polémiques de son leader : pour 52% des personnes interrogées, la *Lega* « reste avant tout un parti nationaliste et raciste », et elle représente « un réel danger pour la démocratie » pour 44% des interviewés.

Dans l'Hexagone, l'image du RN témoigne une nouvelle fois d'une position à la croisée des chemins au regard des efforts de normalisation entrepris par Marine Le Pen depuis plus de dix ans. La dédramatisation lepéniste est, on le voit ici, loin d'être achevée, tant en termes de crédibilité gouvernementale que pour ce qui concerne sa réputation extrémiste. 51% des personnes interrogées en France estiment encore que « le programme économique du RN est dangereux » et 57% que le parti « ne dispose pas d'un personnel suffisamment nombreux et compétent pour diriger le pays ». Pour 53% des Françaises et des Français, « le RN reste avant tout un parti nationaliste et raciste » et pour 51% « il représente un réel danger pour la démocratie ».

Comme pour Marine Le Pen précédemment, ces résultats peuvent être comparés avec ceux obtenus à l'occasion des élections de 2017, à partir des données de la vague 13 de l'Enquête électorale française (ENEF) à l'occasion de laquelle ces mêmes questions avaient été posées aux électrices et électeurs français (Cf. Figure 6).

Figure 6 : Perceptions du FN/RN en France : comparaison entre avril 2017 et février 2023



Source : Enquête électorale française (ENEF) 2017, vague 13, avril 2017 ; Baromètre de la confiance politique, vague 14, février 2023.

Les données d’image du FN/RN confirment l’évolution observée pour Marine Le Pen sur la période 2017-2023, avec une amélioration sur l’ensemble des dimensions. On observe des baisses entre 9 et 17 points sur l’ensemble des indicateurs négatifs d’image. Le recul le plus net concerne le caractère « dangereux » du programme économique du parti lepéniste, avec une chute de 68 à 51 % sur cet item, dont on peut penser qu’elle traduit le virage à 180° pris par le RN depuis 2017 sur la question de la sortie de l’Euro. Cette dernière avait encore constitué, il faut le rappeler, un point crucial de crispation dans une grande partie de l’électorat, forçant Marine Le Pen à abandonner cette proposition phare de son programme²¹.

Entre 2017 et 2023, les baisses sont également notables sur les trois autres questions, relatives à la compétence du parti, à son caractère raciste et nationaliste, ou au danger qu’il représente pour la démocratie, quand bien même, il faut le noter à nouveau, les opinions négatives demeurent encore majoritaires dans la dernière vague de notre Baromètre.

L’image des députés d’extrême-droite

Un troisième et dernier pan de la normalisation de l’extrême-droite européenne concerne plus particulièrement son institutionnalisation et sa présence parlementaire. Si l’arrivée massive en juin 2022 de députés RN à l’Assemblée nationale en France a constitué un fait nouveau et sans précédent depuis le groupe FN des années 1986-1988, la présence de l’extrême-droite au sein des parlements nationaux est, dans d’autres pays, plus ancienne.

En Italie, les Fdi ont fait leurs premières armes parlementaires aux élections de 2013 et disposent aujourd’hui d’un groupe de 119 députés à la Chambre et 65 élus au Sénat. De son côté, la *Legha* de Matteo Salvini est représentée au Palazzo Montecitorio depuis 1992²² et elle compte à l’heure actuelle 66 élus.

21.

Ivaldi, Gilles (2022), Marine Le Pen, Éric Zemmour : les deux extrême-droites, in Perrineau, Pascal (dir.) *Le Vote clivé. Les élections présidentielle et législatives d’avril et juin 2022*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2022, pp.61-70

22.

À l’époque il s’agissait encore de la Lega Nord d’Umberto Bossi. Cette dernière avait totalisé 55 des 630 sièges à la Chambre

En Allemagne, l'AfD dispose d'un groupe de 83 députés au Bundestag depuis les élections de septembre 2021 et elle y a fait son entrée en 2017 avec, à l'époque, un nombre record de 94 représentants. *Reform UK* n'a, pour l'heure, aucun élu à Westminster.

Comme pour les partis, nous avons testé l'image des députés du RN, des FdI, de la *Lega* et de l'AfD sur deux principales dimensions : d'une part, leur « radicalité » et leur image de députés « comme les autres » ; d'autre part, leur compétence. Ces éléments comparatifs de réputation et de crédibilité sont présentés dans le Tableau 2.

Tableau 2 : Image des députés d'extrême-droite en France, Allemagne et Italie

	Ils sont des députés comme les autres	Ils sont dans une opposition trop radicale	Ils ne sont pas assez compétents
RN	55%	42%	41%
Fratelli d'Italia	60%	34%	45%
Lega	60%	36%	49%
AfD	32%	63%	60%

% réponses « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 14, février 2023.

Notons tout d'abord qu'une part significative de répondants - entre 15 et 20% - dans chacun des trois pays concernés déclare « ne pas en savoir assez pour juger ». Ces pourcentages témoignent, on le voit, du décalage qui peut exister encore entre la notoriété des partis et de leurs leaders, et la connaissance ou l'attention portée par les citoyens à l'activité parlementaire de leurs élus, phénomène qui n'est naturellement pas spécifique à l'extrême-droite. Des données similaires issues de la vague 10 de l'enquête Fractures Françaises réalisée en septembre 2022 montrent, par exemple, des niveaux élevés autour de 22 à 30% de répondants déclarant « ne pas en savoir assez » lorsqu'interrogés sur l'activité des députés des divers partis représentés à l'Assemblée nationale en France²³.

À la lumière des résultats de notre Baromètre, la stratégie « veste et cravate » de Marine Le Pen depuis la constitution du groupe RN à l'Assemblée nationale semble d'ores-et-déjà avoir porté ses fruits : les députés lepénistes sont, sur chacun des trois items, relativement proches de leurs homologues plus institutionnalisés des FdI ou de la *Lega* en Italie. Pour 55 % des Françaises et des Français, les représentants du RN sont « des députés comme les autres²⁴ », à comparer avec 60% pour les Italiens de la *Lega* et des FdI. Seuls 41% des interviewés en France jugent même que les députés du RN « ne sont pas assez compétents » contre 45% pour le parti de Giorgia Meloni et 49% pour celui de Matteo Salvini. Les représentants du Rassemblement national restent en revanche perçus comme une « opposition trop radicale » par 42% des personnes interrogées, contre 36% pour les élus de la *Lega* et 34% seulement pour les députés des *Fratelli d'Italia*.

L'AfD allemande se démarque très nettement ici de ses homologues européens. Ses élus au Bundestag sont jugés comme trop radicaux par près des deux tiers (63%) des Allemandes et des Allemands, et pour 60% des personnes interrogées, les représentants de l'AfD « ne sont pas assez compétents ».

23.

Enquête Fractures françaises, vague 10, réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès et le CEVIPOF, 16-20 septembre 2022

24.

Notons que ce chiffre est en léger recul comparé à une question similaire posée dans le Baromètre d'image du Rassemblement national - Kantar Public - EPOKA pour France Info et *Le Monde*, en décembre 2022, où 58% des personnes interrogées estimaient que les élus du RN étaient des « députés comme les autres »

Au final, ces derniers ne sont perçus comme « des députés comme les autres » que par 30% des enquêtés en Allemagne, loin des niveaux observés pour le RN en France ou pour les partis de l'extrême-droite italienne, des résultats qui corroborent les principales conclusions établies plus haut quant à l'image très extrémiste véhiculée par l'AfD et ses leaders, dans un contexte marqué par la menace du terrorisme d'extrême-droite outre-Rhin.

Un scénario à l'italienne pour Marine Le Pen ?



Foto-AG Gymnasium Melle -
Marine Le Pen

Cette exploitation rapide des résultats de la vague 14 du Baromètre de la confiance politique éclaire donc deux aspects essentiels de la normalisation de l'extrême-droite contemporaine, à savoir, d'une part, la présence au sein des opinions publiques d'un socle relativement stable d'attitudes xénophobes et autoritaires, sur lequel ces partis appuient traditionnellement leur mobilisation, et, d'autre part, l'important travail d'image de la part de formations telles que le RN en France ou les *Fratelli d'Italia* pour s'éloigner de leurs racines historiques au sein de l'extrême-droite traditionnelle et tenter de se présenter comme des alternatives « crédibles » de gouvernement.

En la matière, les différences observées entre des partis qui, tels le RN ou les Fdl, jouent stratégiquement la carte de la « dédramatisation » et ceux qui, à l'instar de l'AfD allemande, de *Reform UK* ou, dans une moindre mesure, de la *Lega* de Matteo Salvini continuent de cultiver un profil plus radical, semblent bien confirmer que les citoyennes et les citoyens perçoivent et, d'une certaine manière, sont sensibles à un tel travail d'image.

Le contexte de la guerre en Ukraine a attesté également de la très grande « plasticité » de ces partis. Si le conflit a porté au grand jour les relations pour le moins ambiguës des principaux leaders européens d'extrême-droite avec la Russie de Vladimir Poutine, nombre d'entre eux, à l'image de Marine Le Pen ou de Giorgia Meloni, ont été prompts à condamner l'invasion et à prendre leurs distances avec le maître du Kremlin, pour mieux exploiter les enjeux domestiques de la guerre et ses conséquences sociales et économiques²⁵.

Pour le cas français, nos données éclairent certaines des forces et des faiblesses de Marine Le Pen dans la poursuite de son objectif de dédramatisation.

Au crédit de l'ancienne présidente du RN, la stratégie de normalisation de ses élus au sein de l'Assemblée nationale semble d'ores-et-déjà jouer en faveur de l'image de respectabilité que Marine Le Pen sait devoir impérativement accoler à son mouvement pour espérer l'emporter dans 4 ans. Sur la plupart des autres indicateurs, cependant, Marine Le Pen et son parti se trouvent encore à la croisée des chemins et ne semblent pas, pour l'heure, parvenus à s'extirper totalement du carcan de l'extrême-droite.

Il faudra naturellement prolonger l'examen plus détaillé de l'impact de ce travail d'image, et des différentes dimensions qui structurent la perception des acteurs d'extrême-droite par les citoyennes et les citoyens. On peut sans doute d'ores-et-déjà souligner ici l'hétérogénéité des effets des stratégies de normalisation dans divers groupes sociaux. Le tableau 3 ci-dessous propose une comparaison d'un des principaux traits d'image - « vous inquiète » - pour Marine Le Pen et Giorgia Meloni en fonction de quelques grands critères sociodémographiques.

25.

Ivaldi, Gilles & Zankina, Emilia (eds.) (2023) *The Impacts of the Russian Invasion of Ukraine on Right-wing Populism in Europe*, European Center for Populism Studies (ECPS). March 8, 2023. Brussels.

<https://doi.org/10.55271/rp0034>

Tableau 3 : Le match Marine Le Pen / Giorgia Meloni selon les principales caractéristiques sociologiques

	Giorgia Meloni	Marine Le Pen
Ensemble	13%	24%
<u>Sexe</u>		
Un homme	15%	27%
Une femme	12%	20%
<u>Âge</u>		
18-24 ans	18%	28%
25-34 ans	11%	19%
...moins de 35 ans	14%	22%
...35 ans et plus	13%	24%
35-49 ans	13%	19%
...moins de 50 ans	13%	20%
...50 ans et plus	13%	26%
50-64 ans	13%	23%
65 ans et +	12%	30%
<u>Niveau de diplôme</u>		
Inf.	14%	18%
Moyen	12%	23%
Sup.	14%	30%
<u>CSP Interviewé</u>		
CSP+	14%	26%
Artisans, commerçants, chefs d'ent.	10%	29%
Cadres, prof. intel. supérieures	16%	29%
Professions intermédiaires	12%	24%
CSP-	13%	17%
Employés	14%	18%
Ouvriers	12%	17%
<u>Crainte de se retrouver au chômage</u>		
Beaucoup de risques	13%	23%
Un peu de risques	12%	18%
Aucun risque	14%	27%
<u>Perception de la situation financière de son foyer. S'en sort...</u>		
ST Difficilement	13%	19%
Très difficilement	16%	23%
Difficilement	13%	19%
ST Facilement	12%	29%
Facilement	12%	28%
Très facilement	10%	32%

% total des réponses 9 et 10 (s'applique absolument)

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 14, février 2023.

En Italie, la cheffe de file des Fratelli est parvenue, on le voit, à se démarquer de son image extrémiste dans la quasi-totalité des groupes sociaux : le niveau d'inquiétude qu'elle produit chez les citoyennes et les citoyens est relativement comparable dans l'ensemble des classes d'âge, selon le niveau de diplôme ou la CSP. On n'observe ici que des différences marginales, à l'exception des 18-24 ans qui se montrent un peu plus inquiets (+5 points) que la moyenne. On notera que la mémoire du fascisme ne semble pas jouer, y compris chez les plus âgés qui ne se disent pas plus inquiets. Il n'y a pas non plus, semble-t-il, de logique économique : l'actuelle présidente du Conseil italien suscite des réactions très similaires en fonction de la peur du chômage ou de la perception par les individus des difficultés financières de leur foyer.

À l'inverse, l'image de Marine Le Pen suit, elle, les contours de sa base électorale, selon des logiques sociologiques bien connues au sein des classes populaires. L'ancienne présidente du RN inquiète beaucoup moins comparativement chez les moins diplômés et les CSP inférieures, ainsi que chez les personnes qui disent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer. En termes d'âge, l'inquiétude est plus forte aux deux extrémités de la pyramide, chez les plus jeunes (+4 points) et chez les plus âgés (+6 points).

De manière intéressante, Giorgia Meloni comme Marine Le Pen inquiètent plus fortement les hommes que les femmes. La différence est de 3 points en Italie et jusqu'à 7 points pour l'ancienne présidente du Rassemblement national en France. On retrouve également un écart de 3 points en Allemagne dans la perception d'Alice Weidel ; ces différences disparaissent en revanche dans le cas de Nigel Farage au Royaume-Uni. Ces observations vont à l'encontre de la tendance plus traditionnelle à la surreprésentation masculine des formations d'extrême-droite, quand bien même le *gender gap* s'est réduit pour plusieurs de ces partis dans la période récente. Elles éclairent potentiellement également les effets de leadership féminin de ces partis²⁶. Il conviendra plus largement de tester ces différences à la lumière d'autres paramètres, notamment l'âge, le niveau de diplôme ou la profession.

Plus généralement, un examen plus approfondi de nos données devrait permettre de répondre à la question de l'attractivité de l'extrême-droite dans l'espace plus large des droites européennes, dont on voit bien qu'elle constitue aujourd'hui un enjeu central des recompositions à l'œuvre - l'Italie est un parfait exemple - ou à venir. Avec, pour Marine Le Pen, l'objectif désormais clairement affiché de briser, à l'occasion de la présidentielle de 2027, ce qu'il reste d'un cordon sanitaire dont son homologue italienne a exposé la fragilité.

26.

Weeks, A., Meguid, B., Kittilson, M., & Coffé, H. (2022), "When Do Männerparteien Elect Women? Radical Right Populist Parties and Strategic Descriptive Representation". *American Political Science Review*, 1-18